

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	13	12

N° de la séance : 02

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Service Prévention Jeunesse - Unité Moyen-Pays - Mise à disposition gratuite d'un local par la Ville de Biot pour la réalisation d'accompagnements socio-éducatifs des jeunes de 16 à 25 ans - Renouvellement de la convention

☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.234

Date de la convocation :

**Le 13/12/2016**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **23 DEC. 2016**

de la réception s/Préfecture  
en date du **29 DEC. 2016**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 19 décembre 2016**

L'an deux mil seize et le 19 décembre à 14h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations, 288 chemin de St Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Gérald LOMBARDO, Joseph LE CHAPELAIN, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER

**Madame SALUCKI,**

Dans le cadre d'un partenariat entre les services Prévention Jeunesse de la Direction de la Cohésion Sociale C.A.S.A. et Jeunesse de la commune de Biot, il a été signé en date du 22 septembre 2015 une convention adoptée par délibération n°BC.2015.133 du 20 juillet 2015, relative à la mise à disposition des locaux suivants :

- Salle de réunion, Mairie annexe située Espace Commercial Saint Philippe – Espace Roumanille – 06410 Biot ;
- Salle de réunion Mairie principale située 8/10 route de Valbonne – 06410 Biot.

Il était prévu que ces locaux soient utilisés par la C.A.S.A. dans le cadre d'accompagnements socio-éducatifs de jeunes âgés de 16 à 25 ans menés par une éducatrice de prévention, uniquement pendant les horaires d'ouverture des mairies et selon le programme suivant :

- Le mardi en Mairie Annexe, de 13h30 à 17h00
- Le jeudi en Mairie Principale, de 13h30 à 17h00

La mise à disposition des locaux indiqués ci-dessus a été consentie à titre gracieux jusqu'au 30 décembre 2016.

Ladite convention arrivant à échéance, il convient de procéder à son renouvellement. L'ensemble des modalités de cette mise à disposition demeurent inchangées.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 qui donne délégation au Bureau Communautaire pour «prendre toutes décisions en matière de mise à disposition de locaux et de terrains relevant du domaine public ou de tous autres éléments mobiliers du patrimoine ».

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition d'un local entre la commune de BIOT et la C.A.S.A., dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition d'un local entre la commune de BIOT et la C.A.S.A., dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 19 décembre 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX**

**ENTRE**

**LA COMMUNE DE BIOT**

**ET**

**LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SOPHIA ANTIPOLIS**  
**(CASA)**

**ENTRE :**

La commune de BIOT représentée par Madame Guilaine DEBRAS, agissant en qualité de Maire, dûment habilité aux présentes conformément au procès-verbal d'élection du 4 Avril 2014, dénommée « La commune » dans la présente convention.

**D'UNE PART,**

**ET**

La Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis dont le siège social est fixé Mairie d'Antibes, BP 2205, 06600 Antibes, représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant en qualité de Président, dûment habilité par décision du Bureau Communautaire en date du 16 novembre 2016, dénommée « la CASA » dans la présente convention

**D'AUTRE PART,**

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

*La commune de Biot,*

*Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 avril 2014 et notamment son point 5 donnant délégation du Conseil Municipal au Maire pour l'application de l'article L2212-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,*

## **Article 1<sup>er</sup> : Conditions générales**

La commune met à disposition de la CASA, les locaux dont elle est propriétaire et accès suivants :

- Salle de réunion - Mairie Annexe située Espace Commercial Saint-Philippe – Avenue Roumanille – 06410 Biot
- Salle de réunion - Mairie Principale, située 8/10 route de Valbonne, 06410 Biot.

Il est à noter qu'en fonction des besoins de la mairie, cette dernière pourra disposer des salles normalement prévue pour la CASA et proposer une autre salle à la place. La mairie informera la CASA de ce changement dans un délai raisonnable.

La CASA s'engage à n'utiliser les salles ci-dessus désignées qu'en vue de l'objet annoncé à l'article 3 de la présente convention et de satisfaire aux obligations suivantes :

- Restituer en l'état les lieux et le matériel à disposition, dont l'inventaire est joint en annexe;
- Respecter l'ordre public, l'hygiène et les bonnes mœurs.

## **Article 2 : Remise des locaux**

La CASA prend les lieux dans leur état. Elle ne pourra exiger aucune réparation ou modification dont la commune demeure seule juge.

La CASA déclare connaître parfaitement l'état des locaux qu'elle est autorisée à utiliser, et s'interdit toute réclamation ou tout recours qui seraient fondés sur le caractère impropre de ces biens à leur destination.

## **Article 3 : Destination des locaux et programme d'utilisation**

Les locaux ci-dessus désignés pourront être utilisés par la CASA dans le cadre d'accompagnement socio-éducatif des jeunes de 16 à 25 ans avec le personnel du service Prévention Jeunesse de la CASA selon le programme suivant :

- Le mardi en Mairie Annexe, de 13h30 à 17h00
- Le jeudi en Mairie Principale, de 13h30 à 17h00

Il est convenu que les locaux seront accessibles uniquement pendant les horaires d'ouverture de la mairie.

## **Article 4 : Utilisation courante des locaux**

L'utilisation des locaux devra se faire conformément aux prescriptions des services communaux.

Après chaque utilisation, la CASA veillera notamment :

- à l'extinction de toutes les lumières,
- à la propreté des lieux.

## **Article 5 : Dispositions relatives à la sécurité – Assurance**

La commune s'engage à maintenir en état de fonctionnement et de sécurité les locaux concernés et à prendre en charge les frais de maintenance des bâtiments, à assumer directement la responsabilité des installations techniques.

La commune prend en charge les travaux qui incombent à tout propriétaire d'immeubles afin que les locaux soient en état d'être utilisés, ainsi que les impôts locaux et les assurances concernant le bâtiment.

La CASA reconnaît :

- Avoir souscrit une ou plusieurs polices d'assurance répondant aux prescriptions énoncées ci-dessus, couvrant les locaux occupés et sa responsabilité civile générale. Les biens de la CASA entreposés dans les locaux mis à sa disposition ne peuvent être couverts par la police d'assurance de la Commune. Il appartient donc à la CASA de veiller à ce que l'assurance de son matériel soit intégrée à ses contrats. Une attestation d'assurance multirisques et/ou responsabilité civile devra être chaque année délivrée à la Commune, précisant la situation des locaux assurés et l'activité de la CASA.
- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et s'engage à les respecter
- Avoir procédé, avec les services de la commune, à une visite des sites où se trouvent les locaux utilisés, constaté l'emplacement des dispositifs de secours et d'alarme et reconnu les itinéraires d'évacuation et les issues de secours.

Conformément à l'Article L 2131-10 du Code général des collectivités territoriales, la commune ne peut renoncer à exercer toute action en responsabilité à l'égard de la CASA pour les dommages que celle-ci pourrait causer.

#### **Article 6 : Modification des locaux**

En aucun cas la CASA n'est autorisée à apporter une quelconque modification aux locaux et installations.

Si le besoin s'en fait sentir, la CASA est tenue d'en assurer la demande à la commune.

En cas d'accord, tous les frais seront à la charge du demandeur qui sera également tenu de remettre les lieux dans leur état initial en cas de résiliation de la présente convention, sauf décision contraire de la commune.

#### **Article 7 : Dispositions financières**

La commune autorise l'utilisation des locaux susmentionnés à titre gracieux.

#### **Article 8 : Durée de la Convention et modalités de résiliation**

La présente convention est consentie à titre précaire et révocable, conformément aux articles L. 2122-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques, à compter de sa date d'exécution et jusqu'au jeudi 31 décembre 2020.

Au-delà de cette période, les parties se réuniront pour envisager les modalités de poursuite de leurs relations.

La présente convention pourra être résiliée

- Par l'une ou l'autre des parties en cas de non respect de l'une ou plusieurs clauses de la présente convention ou des lois et règlements régissant les relations entre les collectivités. La résiliation se fera par courrier recommandé avec accusé de réception, ou remis par un agent assermenté. La résiliation ne sera effective qu'à l'expiration d'un délai d'un mois.
- Par la commune, à tout moment pour cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement des services municipaux ou de l'ordre public, par lettre recommandée avec préavis d'une semaine.
- Par la CASA, par lettre recommandée avec préavis d'une semaine.

Dès que la résiliation deviendra effective, la CASA perdra tout droit à l'utilisation des locaux et des matériels, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation du préjudice qu'elle pourrait subir du fait de la résiliation.

#### **Article 9 : Arbitrage – Contentieux**

La CASA sera personnellement responsable des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention. Elle devra notamment répondre à des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par elle que par ses membres ou préposés, ou toute personne effectuant des travaux ou des interventions pour son compte.

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le tribunal Administratif de Nice s'agissant d'une convention comportant usage de dépendance du domaine public.

#### **FAIT A BIOT, EN 3 EXEMPLAIRES ORIGINAUX, LE**

La Commune

Guilaine DEBRAS

Maire

La CASA

Jean LEONETTI

Président



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 19/12/2016  
Numéro : BC\_2016\_234  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Service Prévention Jeunesse - Unité Moyen-Pays - Mise à disposition gratuite d'un local par la Ville de Biot pour la réalisation d'accompagnements socio-éducatifs des jeunes de 16 à 25 ans - Renouvellement de la convention  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : g3TWWXJ

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 29/12/2016  
Identifiant : 006-240600585-20161219-BC\_2016\_234-DE

**Acte reçu**

Date : 19/12/2016  
Numéro interne : BC\_2016\_234  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Service Prévention Jeunesse - Unité Moyen-Pays - Mise à disposition gratuite d'un local par la Ville de Biot pour la réalisation d'accompagnements socio-éducatifs des jeunes de 16 à 25 ans - Renouvellement de la convention  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20161219-BC\_2016\_234-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**  
Nombre : 1  
006-240600585-20161219-BC\_2016\_234-DE-1-1\_2.PDF